Délibération affichée à l'Hôtel de Ville
et transmise au représentant de l'Etat
le 18 juillet 2014

CONSEIL DE PARIS

Conseil Municipal

Extrait du registre des délibérations

Séance des 7, 8 et 9 juillet 2014

2014 V 165 Vœu relatif à l'installation de grandes enseignes commerciales sur le territoire parisien.

Le Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil Municipal,

L'installation annoncée en septembre 2014 d'un établissement de restauration rapide dans le quartier Alésia, à Paris 14^e, suscite un grand nombre d'interrogations de la part des élus, des commerçants et des habitants ;

Considérant les inquiétudes légitimes des commerçants et les interrogations des habitants des quartiers concernés par l'arrivée de grandes enseignes commerciales ;

Considérant que l'installation d'un espace commercial important, restauration, restauration rapide, supermarché ou boutique, contribue à transformer les habitudes de vie d'un quartier ;

Considérant que la bonne intégration de l'ensemble des commerces dans la vie d'un quartier ou d'un arrondissement constitue une nécessité, que ce soit pour les commerçants, les élus et les habitants, et plus largement pour la qualité de vie de chacune et de chacun ;

Considérant que l'objectif de dynamisation et de valorisation du petit commerce et de l'artisanat n'est pas contraire à l'installation de grandes enseignes si elle se fait de manière concertée, dans un cadre prédéfini et co-élaboré ;

Considérant que les grands commerces doivent s'intégrer de la meilleure des manières au contexte local des quartiers dans lesquels ils s'installent, et que tout doit être fait afin de préserver l'équilibre commercial et la qualité de vie de l'ensemble des quartiers parisiens ;

Considérant que, par le passé déjà, l'installation de grandes enseignes, notamment de restauration rapide, avait suscité la mobilisation de certains élus, de commerçants et d'habitants ;

Considérant l'engagement de la ville dans la promotion de la vitalité et la diversité de ces commerces ;

Considérant que depuis 2008, le seuil de saisine de la CDAC est passé de 300 m² à 1000 m² et qu'en ont été exclus les hôtels ;

Considérant l'amendement déposé régulièrement à l'Assemblée Nationale par M. BLOCHE, M. CARESCHE, Mme CARREY-CONTE, M. CHERKI, Mme DAGOMA, Mme HOFFMAN-RISPAL, Mme LEPETIT et Mme MAZETIER, demandant à ce que le seuil d'autorisation des projets passant en CDAC soit abaissé pour Paris de 1000 m² à 300 m² ;

Considérant la densification commerciale de certains quartiers parisiens et les demandes légitimes des riverains en matière d'aménagement ;

Sur proposition de l'Exécutif,

Emet le vœu :

Que Mme la Maire de Paris réaffirme son souhait :

- Qu'une fois saisie, toutes les dispositions soient prises pour que soient anticipés, en lien avec les mairies d'arrondissement et les services de la ville, les aspects liés à la circulation, la propreté, la tranquillité publique et le respect patrimonial des quartiers concernés lors de l'installation de commerces de plus de 1000 m² ;
- A ce que les grandes enseignes priorisent et systématisent, notamment dans les arrondissements Politiques de la Ville, le recrutement d'habitants des quartiers concernés, via un travail préalable ciblé avec Pôle Emploi, les missions locales et les associations d'insertion ;

Et que, par l'intermédiaire de l'Adjointe au Commerce, à l'Artisanat et des Professions Libérales et Indépendants, la Maire de Paris écrive à la Secrétaire d'Etat chargée du Commerce, de l'Artisanat, de la Consommation et de l'Economie Sociale et Solidaire afin de demander :

- A ce que le seuil d'autorisation des projets passant en CDAC soit abaissé pour Paris de 1000 m² à 300 m², comme il l'était jusqu'en 2008 ;
- A ce que les restaurants soient intégrés aux dossiers étudiés par la CDAC.